



Afrique, la filière coton à nouveau menacée

Après avoir été pratiquement multipliés par 5 en deux ans, pour dépasser les 2 dollars la livre au printemps 2011, les cours mondiaux du coton se sont à nouveau effondrés et n'atteignent plus que 75 cents la livre au 4 janvier 2013.

Cette baisse brutale met à nouveau en danger la filière cotonnière d'Afrique de l'Ouest et du Centre, où l'or blanc représente "la principale culture d'exportation, le poumon de leurs économies et de leurs efforts de développement".¹

Un secteur économique important

Cultivé dans plus de 100 pays sur environ 2,5% des terres arables de la planète, le coton est l'une des cultures les plus répandues dans le monde, après les céréales et le soja.²

Son marché est dominé par les pays asiatiques (Chine, Inde et Pakistan, qui en sont les principaux producteurs, consommateurs et importateurs), mais aussi par les États-Unis, qui demeurent le premier exportateur mondial.³

La part des pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) ne représente que 5% de la production mondiale, mais près de 11% des exportations. Toutefois, d'un point de vue économique et surtout social, la production de coton est extrêmement importante pour certains de ces pays, en particulier pour le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad. Au Mali, premier producteur africain, le coton est la deuxième source d'exportation (après l'or). Il représente près de 10 % du Produit intérieur brut (PIB) du pays et emploie près de 3,5 millions de personnes (sur une population totale d'environ 16 millions). Au Bénin, plus de 20 % de la rémunération en es-

pèces de la population est générée par des activités liées au coton. Au Burkina Faso, il constitue le premier produit d'exportation avec près de 60% des recettes nationales et fait vivre directement plus de deux millions de personnes.⁴

Dans la plupart des pays africains producteurs, le coton constitue souvent l'une des seules sources de revenus pour des millions de paysans et de travailleurs employés dans les petites industries locales d'égrenage.



Des cours très volatiles

Entre le début des années 1980 et la fin des années 2000, la baisse continue des cours (de près de 60 %⁵, pour évoluer entre 40 et 75 cents la livre en 2009) a provoqué une forte diminution de la production dans les pays ACP (moins 35 % entre 2005 et 2010), les paysans se détournant peu à peu de cette culture de moins en moins lucrative.

Puis, au début de l'année 2010, la tendance s'est brutalement inversée et les cours se sont fortement appréciés (de 183% entre août 2010 et mars 2011)⁶. Principalement liée à la demande du secteur manufacturier chinois et à des conditions météorologiques particulières, cette hausse des prix a été véritablement vertigineuse, atteignant des sommets jamais atteints (244 cents la livre début mars 2011) depuis la guerre de Sécession.⁷



Source : Agence Reuters / Agritrade

Depuis avril 2011, les cours ont à nouveau chuté à un rythme tout aussi rapide (moins 60 % en moins d'un an) pour atteindre des prix qui ne sont pas historiquement bas (75 cents la livre au 4 janvier 2013), mais qui traduisent une instabilité destructrice. Cette nouvelle baisse aurait pour causes une production supérieure aux besoins du secteur textile, l'existence de stocks importants (en Chine notamment), et une demande relativement faible. En 2012/13, la consommation de coton devrait rester inférieure à la production, et les stocks continuer d'évoluer à la hausse.

Du point de vue des experts, l'instabilité des cours devrait perdurer dans les années à venir avec probablement des niveaux moins extrêmes que ceux enregistrés ces derniers mois⁸, mais avec des conséquences souvent perçues comme traumatisantes par l'ensemble des acteurs du marché, en particulier dans le contexte de crise économique et financière mondiale. Concrètement, les augmentations rapides des prix conduisent mécaniquement les États et les filières de production à accroître les superficies et à multiplier les investissements (et donc les crédits) avec pour conséquence une hausse de la production (+ 83 % au Mali en 2011/2012 par rapport à l'année précédente)⁹. En provoquant des faillites et des multiples ruptures de contrats à tous les niveaux de la chaîne, les chutes des prix consécutives à la surproduction mondiale fragilisent d'autant tous ces efforts et plongent les opérateurs dans l'incertitude la plus totale.

La concurrence de l'Europe, des États-Unis et des textiles synthétiques

Aussi étonnant que cela puisse paraître, l'Europe cultive du coton, mais en très faible quantité. Seuls quelques pays aux climats suffisamment chauds sont parvenus à développer cette production, tels que l'Italie, le Portugal, la Grèce et l'Espagne.

Les pays industrialisés (en particulier les États-Unis, l'Europe et la Chine) ont mis en place des politiques de subventionnement de leurs producteurs locaux qui peuvent ainsi proposer des prix inférieurs à ceux de leurs concurrents des pays du Sud (pourtant très compétitifs)¹⁰.

Aux problèmes que posent ces pratiques (qui feraient perdre près de 200 millions d'euros par an aux producteurs africains¹¹) s'ajoutent la concurrence des textiles synthétiques.



Champ de coton en Louisiane (Etats-Unis) - Crédit : Ken Lund CC

Le défi de la valeur ajoutée

Cette situation est d'autant plus regrettable que le coton africain dispose d'atouts sérieux, en particulier la qualité intrinsèque de sa fibre (relativement longue) et le fait qu'il soit récolté à la main.

Mais pour tirer profit de ces avantages et échapper aux menaces qui s'accumulent, les producteurs africains doivent travailler sur la valorisation de cette matière première. Notamment par le développement d'une filière intégrée qui inclut le tissage et la transformation, des étapes génératrices de forte valeur ajoutée dans la chaîne de production globale.

En effet, aujourd'hui, la production africaine se limite essentiellement à la culture et à l'égrenage du coton, ensuite exporté vers d'autres pays (l'Inde en particulier), où il subit les étapes de transformation (tissage, teinture, etc.) qui le rendront exploitable par l'industrie textile.

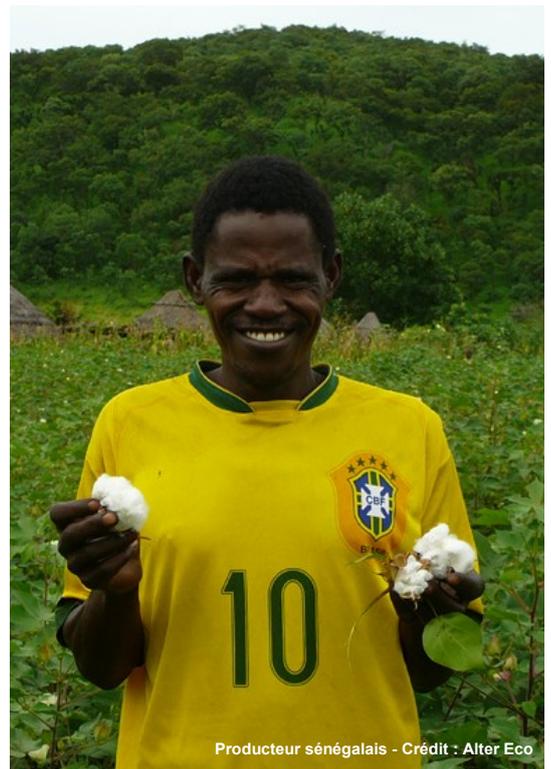
Les opérateurs africains sont pleinement conscients de cette réalité ainsi qu'en témoignent les récents propos du ministre burkinabé de l'Économie, Lucien Marie Noël Bembamba : *"Malheureusement, l'essentiel de la fibre de coton est exporté. Nous essayons de voir avec des investisseurs, notamment indiens, comment la transformer sur place pour apporter une plus grande valeur ajoutée, créer des emplois et se protéger de la volatilité des cours"*.¹²

Des initiatives sont prises en Afrique pour développer ces activités productives (production de tissus, conception de vêtements et produit fini), y compris à l'échelle continentale, par l'Association des producteurs de coton africains (APROCA) et la Fédération africaine des industries du coton et textiles (African Cotton and Textile Industries Federation, ACTIF).¹³ En dépit de l'environnement difficile dans lequel elles prennent place, ces actions traduisent clairement la volonté du secteur cotonnier africain de se professionnaliser, de valoriser une production de qualité et de s'organiser pour peser plus efficacement sur les échanges internationaux.

Coton et environnement

Les défis économiques et sociaux ne sont pas les seuls que doivent relever les filières africaines du coton. Il s'agit aussi de lutter contre les dommages environnementaux et sanitaires causés par cette culture qui *"endosse le triste record de nocivité pour l'environnement et les cultivateurs à cause des produits chimiques qu'elle nécessite"*.¹⁴

La culture du coton utilise 25% des insecticides et 11% des pesticides vendus dans le monde pour seulement 2,4% de la surface agricole mondiale.¹⁵ Or, des études approfondies sur les effets de ces pesticides ont montré *"que l'accumulation des organochlorés dans les graisses est responsable de diverses maladies : cancers, infertilité, diabète, problèmes neurologiques"*.¹⁶



Producteur sénégalais - Crédit : Alter Eco



Culture de coton au Burkina Faso - Crédit : KKB / GNU

La tentation transgénique

Enfin, une autre question se pose aux filières cotonnières africaines, celle des OGM (Organismes Génétiquement Modifiés). En la matière, les orientations adoptées diffèrent d'un pays producteur à l'autre.

Au Burkina, premier pays d'Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud) à y recourir (depuis 2008), le niveau d'utilisation de ces semences génétiquement modifiées devrait atteindre 60 % lors de la prochaine récolte. Ce choix a été fait pour des raisons à la fois d'amélioration des conditions de travail des paysans (de sept à huit traitements par an, les cultivateurs de coton sont passés à deux grâce à ces semences) et d'amélioration de la productivité.

Mais les gains espérés sur le rendement (+ 30 %) sont loin d'être à la hauteur des espérances initiales. Sur la saison 2011-2012, au lieu des 1200 kilos à l'hectare promis par Monsanto (le célèbre fournisseur américain de semences OGM qui contrôle 80% du coton biotechnologique commercial), le rendement n'a été que de 950 kilos.¹⁷

Premier producteur africain, le Mali ne s'est pas engagé sur cette voie. L'utilisation de graines non modifiées n'a toutefois pas empêché le pays de regagner sa place de premier producteur subsaharien, avec des rendements compris entre 800 et 900 kg par hectare.

Les enjeux que soulève le recours aux OGM dans la culture du coton sont de diverses natures. Au-delà des débats que pose l'absence d'études environnementales et sanitaires sur le long terme, c'est la dépendance des petits producteurs envers les grands semenciers transgéniques qui est mise en cause. En effet, les cultivateurs qui adoptent les semences OGM (avec l'espoir d'accroître les rendements et les résistances de leurs cultures) sont contraints chaque année de racheter de nouvelles semences à ces multinationales du transgénique, quitte à s'endetter lourdement avec l'espoir que les prochaines récoltes seront suffisamment rentables pour rembourser ces crédits.

Dans le contexte actuel d'hyper-volatilité des cours, c'est un pari qui paraît très risqué.¹⁸

Les voies alternatives

Contexte économique explosif, risques environnementaux, périls sanitaires, insécurité financière... les obstacles qui se dressent devant les filières cotonnières africaines sont nombreux.

Pour tenter de les surmonter, des solutions alternatives doivent être trouvées. Celle qui aujourd'hui bénéficie du crédit le plus important porte sur la différenciation et le développement de marchés de niche. Ceux-ci vont du coton issu de l'agriculture biologique et / ou du commerce équitable, en passant par le lancement de nouveaux labels d'origine (comme le label "Signé coton" du Mali, ou l'initiative « Cotton made in Africa »). Si aujourd'hui ces marchés sont limités, leurs potentiels sont jugés très importants à moyen terme. Et le développement d'une puissante filière de coton bio-équitable en Afrique pourrait résoudre nombre des problèmes que rencontre le secteur, qu'il s'agisse de stabilité, de rentabilité, de progrès social ou d'amélioration de l'environnement.

Ceci étant, le contexte actuel (en particulier les conséquences de la crise économique sur les comportements de consommation occidentaux) ne constitue malheureusement pas l'environnement idéal pour le développement rapide et massif de ces initiatives vertueuses.



Le Sénégal et la CTB filent un bon coton

L'histoire de la région de Tambacounda située à 500 kilomètres de Dakar suffirait pour résumer celle de dizaines de milliers de villages à travers les pays du Sud.

Les cultures de rente (coton, arachide, etc.) ont pris la place des cultures vivrières et la polyculture traditionnelle a été remplacée par une monoculture intensive basée sur l'usage d'engrais et de pesticides chimiques.

Mais les habitants de cette zone cotonnière, lorsqu'ils ont constaté l'épuisement des sols et la baisse des cours mondiaux, ont décidé de réagir et se sont tournés vers l'agriculture biologique en 1997 et le commerce équitable en 2005.

Les paysans de Tambacounda ont également cherché à revaloriser les savoir-faire locaux pour créer le plus de valeur ajoutée sur place.

En mobilisant 100 fileuses, 12 tisserands, 10 teinturières et 8 tailleurs, la Fédération Yakaar Niani Wulli, à l'origine du projet, a lancé la première filière de coton bioéquitable sénégalaise en 2008.

Aujourd'hui, les produits sont vendus sur le marché sénégalais, notamment à l'occasion de foires. Satisfaire la demande étrangère fait partie des objectifs de la Fédération, mais il faudra franchir plusieurs étapes : améliorer la qualité des produits, varier le choix, renforcer la capacité de production et tisser de nouveaux partenariats.

Les démarches nécessaires sont nombreuses et longues : formations, ateliers, accompagnements, prospection et autres évaluations prendront deux ans et coûteront près de 82 000 euros. Le Trade for Development Centre de la CTB (l'Agence belge de Développement) a pris en charge 75 % de ce montant. Ce soutien reflète les engagements de la CTB : construire un monde plus juste dans une dynamique de partenariat international.²¹

Les mutations que doit opérer le secteur cotonnier africain sont à la hauteur des pressions qui pèsent sur ses filières, vitales pour l'économie d'une partie importante du continent.

Conjuguer développement local harmonieux et insertion dans le village global, tel est le défi que doivent relever les producteurs et leurs représentants.

Janvier 2013



WWW.BEFAIR.BE

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

Pour en savoir plus sur le coton : Lionel Astruc, *La filière du coton, une mondialisation cousue de fil blanc*, Trade for Development Centre, CTB, janvier 2011. Cette brochure est téléchargeable gratuitement sur www.befair.be, rubrique « publications ».

¹ Source : Nodjitiédjé DJIMASRA, "Efficacité technique, productivité et compétitivité des principaux pays producteurs de coton", Thèse de doctorat de l'Université d'Orléans, Décembre 2009

² Idem

³ Source : Agritrade / CTA, "Note de synthèse : Secteur du coton" - Mise à jour d'octobre 2012

⁴ Source : Nodjitiédjé DJIMASRA, "Efficacité technique, productivité et compétitivité des principaux pays producteurs de coton", Thèse de doctorat de l'Université d'Orléans, décembre 2009

⁵ Source : Idem.

⁶ Source : Cyclope, sous la direction de Philippe Chalmin, « Les Marchés Mondiaux 2012 », Economica.

⁷ Source : Idem.

⁸ Source : Rapport CyclOpe 2012 "Les marchés mondiaux", éditions Economica, 2012.

⁹ Source : Agritrade / CTA, "Note de synthèse : Secteur du coton" - Mise à jour d'octobre 2012.

¹⁰ Source : " Questions / Réponses - Le coton certifié Max Havelaar" disponible sur www.maxhavelaarfrance.org

¹¹ Source : Juliette Jowit, "Cotton subsidies costing west African farmers £155m a year, report reveals", The Guardian, 15 novembre 2010.

¹² Source : Michael Pauron, Jeune Afrique, "Coton malien et burkinabé : deux modèles, une ambition", 13 mars 2012 - <http://www.jeuneafrique.com>

¹³ Source : Agritrade / CTA, "Note de synthèse : Secteur du coton" - Mise à jour d'octobre 2012.

¹⁴ Source : www.ekieko.eu/projetcoton.htm

¹⁵ Source : " Questions / Réponses - Le coton certifié Max Havelaar" disponible sur www.maxhavelaarfrance.org

¹⁶ Source : www.enda.sn/koussanar.html

¹⁷ Source : Michael Pauron, Jeune Afrique, "Coton malien et burkinabé : deux modèles, une ambition", 13 mars 2012 - <http://www.jeuneafrique.com>

¹⁸ Source : " Questions / Réponses - Le coton certifié Max Havelaar" disponible sur www.maxhavelaarfrance.org

¹⁹ Source : Lionel Astruc, *La filière du coton, une mondialisation cousue de fil blanc*, Trade for Development Centre, CTB, janvier 2011.



Crédit : James Demmes



Crédit : Alter Eco